

# Royaume-Uni

Au premier trimestre 2022, l'activité britannique a ralenti (+0,8 % après +1,3 %, ► **figure 1**). Ce ralentissement masque cependant de forts mouvements, de nature pour partie statistique, dans les échanges extérieurs (envol des importations et repli marqué des exportations<sup>1</sup>) et les variations de stocks (contribution fortement positive à l'évolution du PIB). La demande intérieure hors stocks, de son côté, a progressé à un rythme similaire à celui de la fin 2021, avec relativement peu de restrictions sanitaires. La consommation des ménages, principal moteur de la croissance en 2021, a crû modérément, comme au trimestre précédent. L'investissement des entreprises s'est légèrement replié, dans un contexte marqué, entre autres, par des difficultés d'approvisionnement, et demeure très en-deçà de son niveau moyen de 2019 (-8,7 %). À l'inverse, l'investissement public en construction a bondi (+24 %), conduisant à une contribution positive de l'investissement à la croissance du PIB. La consommation publique a cependant diminué, entraînée par la baisse des dépenses de santé consacrées au Covid-19 (tests et vaccinations).

L'économie britannique a abordé le deuxième trimestre 2022 avec une forte hausse de l'inflation. Celle-ci a atteint +9,0 % sur un an en avril après +7,0 % en mars, nourrie par le relèvement du plafond tarifaire des prix de l'électricité et du gaz, mais aussi par le retour au taux plein de TVA dans l'hébergement-restauration. Le dynamisme des rémunérations contribue aussi à cette évolution en lien avec les tensions persistantes sur le marché du travail<sup>2</sup> (au premier trimestre par exemple, le nombre de demandeurs d'emploi, revenu à son niveau d'avant-crise, était inférieur au nombre d'emplois vacants, ► **figure 2**). La *Bank of England* anticipe un pic d'inflation à 11 % en fin d'année : en particulier, le plafond des prix de l'énergie devrait être rehaussé une nouvelle fois en octobre par le régulateur, en répercussion des hausses des cours de l'énergie consécutives à la guerre en Ukraine. Dans ce contexte, la *Bank of England* a poursuivi son cycle de resserrement monétaire en mai et en juin, et des mesures budgétaires de soutien aux ménages ont été annoncées en mars puis en mai.

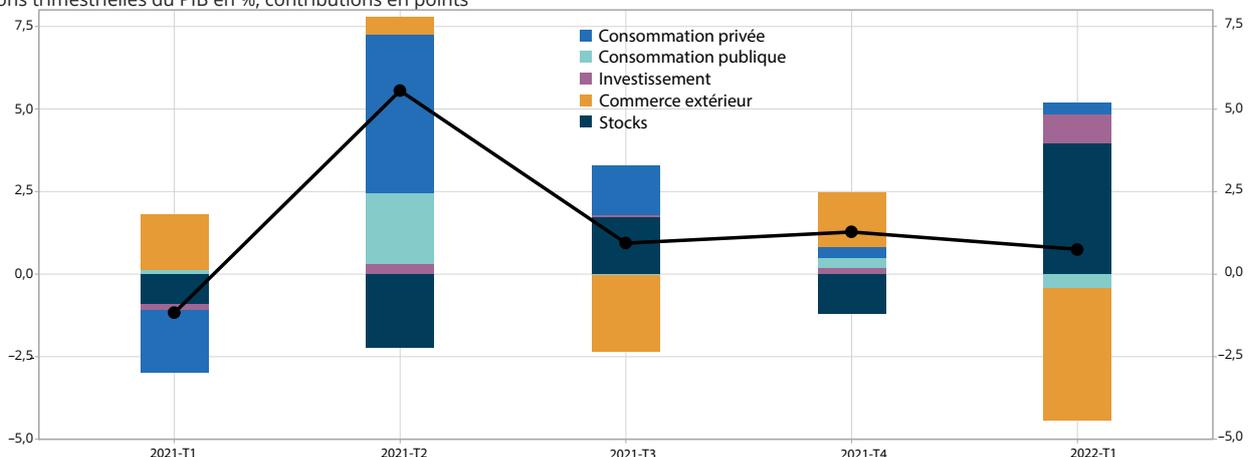
Au deuxième trimestre, la hausse de l'inflation conduirait la consommation à se replier, tandis que l'investissement des entreprises demeurerait morose, affecté par le resserrement de la politique monétaire, la hausse des cotisations sociales et les difficultés d'approvisionnement rencontrées par les entreprises. Enfin, le déficit commercial se creuserait, du fait de l'atonie des exportations, toujours affectées par le *Brexit* (► **éclairage Brexit**). Dans ce contexte, l'activité reculerait au printemps, puis resterait pénalisée sur le reste de l'année par la baisse du pouvoir d'achat et ses incidences sur la consommation. En 2022, la croissance britannique s'élèverait ainsi à +3,6 %, après +7,4 % en 2021. ●

<sup>1</sup> En janvier 2022, les statistiques d'échanges extérieurs britanniques ont subi des changements méthodologiques en lien avec le *Brexit*, si bien que l'ONS invite à analyser les évolutions trimestrielles du début d'année avec précaution.

<sup>2</sup> Voir <https://www.bankofengland.co.uk/bank-overground/2022/what-factors-drove-underlying-pay-growth-in-2021>

### ► 1. La croissance britannique a pâti de l'évolution des échanges au premier trimestre 2022

variations trimestrielles du PIB en %, contributions en points

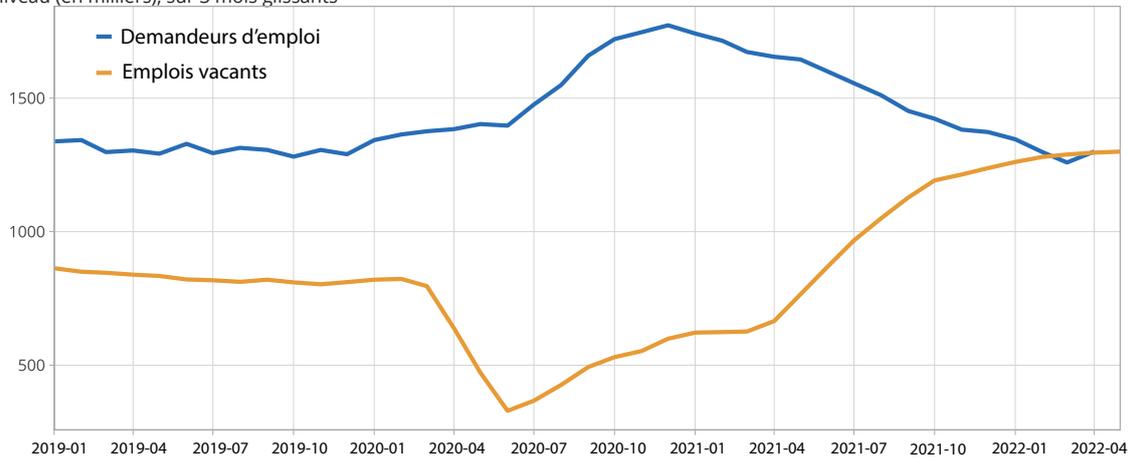


Lecture : au premier trimestre 2022, le PIB a augmenté de +0,8 %. La consommation privée a contribué à cette croissance à hauteur de 0,3 point.

Source : ONS, calculs Insee

## ► 2. Alors que le nombre de demandeurs d'emploi a rejoint son niveau d'avant-crise, les tensions sur le marché du travail se sont intensifiées en début d'année

données en niveau (en milliers), sur 3 mois glissants



Dernier point : mai 2022 pour les emplois vacants, avril 2022 pour les demandeurs d'emploi.

Source : ONS